

Européennes : c'est maintenant que tout se joue !

La saison des débats est lancée. Le 21 mai s'est tenu le premier débat d'une série de quatre.

Dans une situation politique d'une extrême gravité, au regard des crises, du poids grandissant de l'extrême droite et de la faiblesse de la gauche, Léon Deffontaines vient de montrer une nouvelle fois l'importance de notre liste.

Sans notre liste, sans notre tête de liste sur le plateau hier, qui aurait parlé de la hausse des factures, du besoin d'augmenter les salaires, de développer l'emploi et les services publics en commençant par soutenir leurs agents ? Qui aurait porté la voix de la paix en Israël-Palestine sans complaisance avec les projets intégristes ? Qui aurait fait la démonstration de l'imposture sociale du Rassemblement national ?

Notre liste est unique à gauche. C'est la liste de la paye et de la paix. La liste de gauche unie pour répondre aux intérêts du monde du travail. La liste de gauche qui veut reprendre du terrain à l'extrême droite en montrant qu'eux ne défendent en rien les travailleurs et les travailleuses du pays. La liste de gauche qui ne se noie pas dans les eaux glacées du calcul identitaire ou dans les vieilles lunes fédéralistes qui ont toujours servi le capital.

Maintenant tout reste à faire dans les 12 jours qui nous séparent du scrutin le 9 juin prochain. Notre tête de liste va prendre pleinement sa part du combat, mais seule la mise en

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2465 – Jeudi 30 mai 2024

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 9 JUIN 2024
REPRENONS LA MAIN
EN FRANCE ET EN EUROPE



LÉON DEFFONTAINES
AVEC FABIEN ROUSSEL

mouvement du plus grand nombre possible de communistes peut nous permettre d'atteindre nos objectifs. À nous de prendre notre part partout en France dans les quartiers et les entreprises. Chacune, chacun de nos 81 candidats est un atout pour être visible et nous faire entendre dans les derniers jours. Chaque responsable national ou local du Parti peut impulser une initiative de proximité. Et surtout, chaque adhérent et adhérente peut contacter ses proches, ses amis, ses collègues de travail pour les

appeler à voter pour notre liste. Notre nombre, notre présence partout dans le pays, nos actions individuelles et collectives seront décisives pour le résultat final.

Portons les principaux axes de notre liste, valorisons nos candidats engagés dans des combats syndicaux et la diversité politique de notre rassemblement, rappelons qu'il n'y a qu'un seul tour et que 5 % pour notre liste c'est 5 députés en plus pour la gauche et 5 députés de moins pour la droite et l'extrême droite.

Jetons toutes nos forces dans la bataille, car c'est maintenant que nos concitoyens vont s'intéresser à l'élection, c'est maintenant que tout se joue ! ■

Liste « Gauche Unie pour le monde du travail » conduite par Léon Deffontaines

Rassemblement de plusieurs partis de Gauche (PCF, GRS, L'Engagement, LRDG) et de représentants du monde du travail, cette liste appelle à reprendre la main en France et en Europe face aux puissances de l'argent sur le pouvoir d'achat, les services publics, la paix, le climat, l'énergie, la souveraineté (alimentaire, sanitaire, industrielle...).

Comité de soutien landais

PENA-RUIZ Henri, philosophe, penseur de la laïcité (Paris/Taller), **CHAPOUILLIÉ Guy**, cinéaste spécialiste du monde paysan, professeur émérite à l'ENSAV - Université Toulouse 2 Jean-Jaurès (Toulouse), **DUMOULIN Xavier**, directeur d'hôpital honoraire, **TAPIAU-DANGLA Arlette**, militant laïque (Saint-Pierre-du-Mont),

BOISSIER Alain, responsable associatif, **BRUNEAU Marc**, syndicaliste, **DELAVOIE Iban**, responsable syndicat étudiant, **DESTENABE Jean-Marc**, syndicaliste, **POTET Michelle**, syndicaliste, **SALHORGNE Daniel**, responsable associatif, **DUPRAT Christian**, animateur de l'association « Osons le train », ancien maire-adjoint de Villeneuve-de-Marsan,

BACHÉ Alain, conseiller régional de Nouvelle-Aquitaine, conseiller municipal et communautaire de Mont-de-Marsan, **DELAVOIE Damien**, conseiller départemental (canton de Orthe et Arrigans) et maire-adjoint de Habas **LESPADE Jean-Marc**, conseiller départemental (canton du Seignanx) et ancien maire de Tarnos, **PÉDUCASSE Sylvie**, conseillère départementale (canton de Dax 1) et adjointe au maire de Saint-Paul-lès-Dax,

BACHÉ Jean-Guy, maire de Bougue, **CAMPAGNE Patrick**, maire de Villeneuve-de-Marsan, **COUSSEAU Hélène**, maire de Lesperon, **MABILLET Marc**, maire de Tarnos,

GRELLIER-LÉGLISE Delphine, adjointe au maire de Saint-Paul-lès-Dax, **GONZALEZ Christian**, maire-adjoint de Tarnos, **SAUBIETTE Emmanuel**, maire-adjoint de Tarnos,

CAPDEVILLE Jean-Noël, conseiller municipal de Mont-de-Marsan, **CLOUTOUR Alain**, conseiller municipal de Morcenx-la-Nouvelle, **DESTENABE Fusilha**, conseillère municipale de Saint-Vincent-de-Tyrosse, **ESCAFFRE Élodie**, conseillère municipale de Saint-Pierre-du-Mont, **FAVARD Catherine**, conseillère municipale de Saint-Paul-lès-Dax, **GARANS Christophe**, conseiller municipal de Tarnos, **LALANNE Nelly**, conseillère municipale de Tarnos, **LARGE Daniel**, conseiller municipal de Mimizan, **PERIMONY-BENASSY Martine**, conseillère municipale de Tarnos, **ZARZUELO Didier**, conseiller municipal de Dax,

DUDOUS Dominique, ancienne conseillère municipale de Dax, **FONTENAS Pierrette**, ancienne maire de Tarnos et ancienne conseillère générale (canton du Seignanx), **LARRAT Michel**, ancien conseiller régional d'Aquitaine, **LESPERON Vincent**, ancien maire de Saint-Yaguen, **SENECQUE Marie-Pierre**, ancienne maire de Le Sen,

DARRICAU Georges, Labenne, **DESOLE Béatrice**, Saint-Justin, **DUMORA Gérard**, Biscarrosse, **DUMORA Maryvonne**, Biscarrosse, **GEORGANIDIS Marine**, Morcenx-la-Nouvelle, **LABAT Claude**, Hinx, **LUCAS-THIBAUT Carole**, Saint-Justin, **TARAN Inès**, Caumont, **TARAN Roger**, Caumont, **TSAPAS Noëlle**, Bastennes, **TÉCHER Philippe**, Capbreton.

*Le 9 juin je vote pour la liste de la
Gauche unie pour le monde du travail !*

AVEC LÉON DEFFONTAINES

Tête de liste Gauche unie pour le monde
du travail soutenue par Fabien ROUSSEL



Création d'emploi : le PCF dévoile le village Potemkine d'Emmanuel Macron

Sur l'emploi, c'est un véritable village Potemkine que le président de la République tente de construire ces derniers mois, à grands coups de mensonges, de dissimulations et de petits arrangements avec les chiffres. Et la nouvelle réforme de l'assurance chômage qui réduit encore les droits des privé-es d'emploi va encore aggraver la situation du pays.

Derrière l'*autosatisfecit* permanent et les éléments de langage qui vantent la réindustrialisation de la France et mettent en avant les créations nettes d'emplois, se cache une réalité bien différente pour le monde du travail dans notre pays.

A l'heure où la CGT vient de rendre publique une Liste noire de 126 entreprises où, depuis septembre 2023, les plans de licenciements, les suppressions d'emplois et les menaces de fermetures concernent directement 32 660 emplois, dont près de la moitié pour le seul secteur industriel, le PCF dévoile les 3 mystifications d'Emmanuel Macron.

Les trois mystifications du discours présidentiel

Mystification N°1 : Le Président de la République annonce 2 millions d'emplois supplémentaires par rapport à avant la pandémie.

En fait, d'après l'Insee, ce sont 1,2 million d'emplois qui ont été créés.

En effet, le Président de la République compare au 1er trimestre 2020, c'est à dire mars 2020 (puisque l'emploi est compté en fin de période), moment de confinement, où l'emploi avait déjà reculé de 700.000. Il choisit donc de prendre pour référence un niveau exceptionnellement bas, alors qu'il faut comparer au 4ème trimestre de 2019.

Mystification N2 : 90.000 emplois ont bien été créés dans l'industrie mais ils ne représentent que 7,5% des 1,2 million d'emplois créés, c'est-à-dire moins que la part de l'industrie dans l'emploi total de notre pays.

On est donc passé de 12,4% des emplois dans l'industrie avant pandémie à 12,1 % à présent ! La part de l'industrie dans l'emploi en France continue donc de diminuer.

Mystification N°3 : Sur les 1.200.000 emplois supplémentaires, par rapport à fin 2019, on compte 528 000 apprenti-es supplémentaires.

Or, ces derniers ne sont pas des emplois à plein temps : il faudrait au moins, ne compter qu'un mi-temps, voire moins.

Le PCF propose d'engager une nouvelle industrialisation

La France comptait, en 1975, 5 millions d'emplois

industriels produisant 25% de la valeur ajoutée. Ils ne sont aujourd'hui plus que 2,8 millions et produisent 10% de la valeur ajoutée. La France, victime de ce long déclin organisé, émerge désormais aux toutes dernières places du peloton européen quand d'autres pays comme l'Allemagne ou l'Italie ont bien mieux « résisté ». **Il est temps de mettre un terme à cette saignée industrielle !** Le PCF, ses élu-es, ses militant-es, seront de tous les combats, avec les organisations syndicales et les forces politiques disponibles pour défendre les emplois et les sites industriels, pour faire face aux enjeux de la transition écologique, en relocalisant les productions au plus proche des besoins, et en créant les productions nouvelles que la crise climatique impose.

Dans cet esprit, Léon Deffontaines, tête de liste de la « Gauche unie pour le monde du travail », a participé aux États généraux pour l'industrie et l'environnement organisés le 28 mai par la CGT.

Dans les rassemblements syndicaux, sur les piquets de grève, au parlement national et demain au parlement européen, les communistes feront entendre leurs propositions.

- ◆ Nous demandons des comptes au pouvoir Macron qui prétend inverser la tendance en termes d'emploi en attirant des investissements étrangers sans tenir compte de la nature des emplois détruits et des emplois créés. Datas Centers et entrepôts logistiques ne compensent pas les emplois industriels détruits si structurants pour nos territoires.
- ◆ Nous demandons des comptes aux grands groupes français dont 62% des emplois se trouveraient à l'étranger, contre seulement 38% chez les Allemands et 28% chez les Italiens.
- ◆ Nous demandons des comptes aux institutions européennes qui ont favorisé la concurrence à l'intérieur de l'Europe et contribué ainsi aux délocalisations en France.

Nous pouvons relever le défi d'une nouvelle industrialisation :

- En sortant du marché européen de l'électricité qui fait peser sur les entreprises des coûts exorbitants quand le pays produit de l'électricité à bas coût,
- En investissant massivement dans les infrastructures énergétiques, ferroviaires, portuaires pour favoriser l'industrie et l'inscrire dans la transition écologique,
- En ouvrant des droits nouveaux pour les travailleur-ses leur permettant d'être informé-es en amont et de pouvoir s'opposer avec un droit de veto aux choix mettant en cause leurs emplois et outils de production, en les

associant à la conditionnalité, au suivi et aux contrôles des aides publiques accordées aux entreprises,

- En créant les conditions d'une sécurité d'emploi et de formation,
- En lançant des pré-recrutements massifs dans la santé, l'enseignement, le fret ferroviaire,
- En définissant les filières stratégiques d'avenir et souveraines utiles à la nation pour y déployer des plans de formation massifs (filière ferroviaire, filière nucléaire, filière pharmaceutique, filière de la rénovation énergétique, intelligence artificielle...),
- En mobilisant les banques, et tout particulièrement la BCE, pour financer cela !

Voilà la nécessité. Voilà l'urgence ! Rompre avec la finance et développer les capacités et les salaires des femmes et des hommes, en France et en Europe. ■

La commission des affaires sociales vote à l'unanimité une prise en charge élargie des soins liés au cancer du sein

C'est une victoire pour les 700 000 femmes atteintes par le cancer du sein. La Proposition de loi portée par Fabien Roussel au nom du groupe de la Gauche démocrate et républicaine (GDR), a été votée, à l'unanimité, ce mercredi matin en commission des affaires sociales.

Le texte, cosigné avec Yannick Monnet, répond à une immense attente exprimée, de longue date, par les malades et les associations. Parmi les avancées votées hier, retenons l'élargissement, par décret, du panier de soins et de soins de support remboursables, la prise en charge des prothèses capillaires, quelle que soit la catégorie et le tarif ou encore le remboursement du renouvellement des prothèses mammaires au bout de dix ans.

La discussion des amendements a donné lieu à des échanges constructifs, en particulier sur la question des dépassements d'honoraires. Les membres de la commission ont estimé qu'elle débordait du cadre d'une Proposition de loi exclusivement centrée sur la prise en charge intégrale par l'assurance maladie des soins liés au traitement du cancer du sein. C'est la raison pour laquelle la présidente de la commission des affaires sociales s'est engagée à lancer, rapidement, une mission d'information sur le sujet. Le texte adopté à l'unanimité ce mercredi matin va poursuivre son chemin législatif dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale le jeudi 30 mai, lors de la « niche » parlementaire du groupe GDR. A la clôture de l'examen en commission, Fabien Roussel a remercié les députés pour leur soutien unanime et exprimé le souhait de voir sa Proposition de loi aboutir dans une démarche transpartisane, comme le suggère un tel sujet de santé publique. ■

Gnacs et Chacailles

ON NE VA PAS CHEZ BARDELLA PAR HASARD

Comme le dirait en boucle une célèbre publicité de vente de bagnoles: «- ça suffit Attal, maintenant tu vas te mettre à table: - On ne vas pas chez Bardella par hasard !» répond l'autre... Comment le service public de la télévision peut se prêter à une telle opération ? Qui a donné l'ordre d'organiser ce débat prétendument sur les enjeux européens avec un seul candidat à ces élections ? Ajoutons que l'initiative est humiliante pour la tête de liste du parti présentiel effacée pour l'occasion au profit du Premier ministre. Après le débat, l'opération continue avec tous ces commentateurs qui s'acharnent à vouloir nous convaincre de la qualité de l'un et de l'autre et de celui qui aurait «gagné» lors de ce débat. Le seul gagnant est le système capitaliste dont le nom n'a évidemment jamais été prononcé. C'est pourtant lui qui tire les ficelles en laissant suggérer que Bardella se hisse au niveau du Premier ministre et pourrait le remplacer. On peut toujours jouer cette mauvaise pièce de théâtre. Mais les deux partis présents sur la scène votent ensemble les reculs sociaux, la politique agricole commune qui favorise les grosses exploitations ou la même loi dite «immigration». Selon Christophe Bertossi de la revue «ESPRIT», *«le vote de la loi asile et immigration le 19/12/2023, marque un recul des droits et libertés en France et la progression des idées autrefois portées par le seul RN jusque dans des courants politiques qui se disent pourtant républicains. A l'idée d'une citoyenneté ouverte et inclusive se substitue le fantasme d'une communauté homogène et uniforme, qui désigne certains comme des étrangers à jamais inassimilables»*. Attal prétend combattre l'extrême droite mais il aurait dû nous dire si ses alliés libéraux néerlandais qui ont conclu un accord de gouvernement avec le parti d'extrême droite «le parti pour la liberté» (PVV) de G Wilders vont continuer à être membre du groupe Renaissance du parlement européen que préside Valérie Hayer tête de liste macroniste (chaperonnée par l'Elysée et Matignon) à l'élection du 9 juin. Il aurait dû aussi expliquer comment son gouvernement a tout fait pour que les travailleurs liés aux plates-formes numériques ne soient pas protégés. Nous venons d'assister à une grave manipulation politicienne et électorale visant à étouffer tout pluralisme et surtout toute alternative à l'Europe du capital. Demander si on est pour ou contre l'Europe veut absolument faire cacher l'alternative possible d'une autre construction européenne coopérative ou les peuples et les travailleurs soient associés, solidaires et souverains dans la cité comme au travail. Le souverainisme d'extrême droite n'est qu'une version politique d'un capitalisme national qui poussera tout autant à la guerre de tous contre tous, portée par les orientations européennes et gouvernementales de soumission aux intérêts du capital national et multinational. C'est dans ce faux choix que les tenants du système et leurs mandataires politiques et médiatiques ont décidé d'enfermer les électrices et les électeurs dans tout l'espace européen. Il faudra déjouer ce piège le 9 juin. Sortir de cette tenaille mortifère devrait conduire les travailleurs et travailleuses comme la jeunesse de tout l'espace européen à s'organiser dans un front large européen pour le progrès social, environnemental et démocratique. Il est important de rappeler que l'élection est proportionnelle à un seul tour. Le vote pour la liste Deffontaines se fera donc au détriment de celles de droite et d'extrême-droite, pour des élu-e-s résolument de Gauche, portant le projet d'une Europe de la paix, solidaire, fraternelle, sociale et anticapitaliste. Tots amassa's lo naù de junh votam Deffontaines (tous ensemble le 9 juin votons Deffontaines). ■

Roger La Mougne